



La Commune et les étrangers.

Dans notre monde, où l'on porte médiatiquement une montée du racisme, la xénophobie, le nationalisme, la Commune incarne la devise «prolétaires de tous les pays, unissez-vous».

Si aujourd'hui l'immigré est stigmatisé et serait responsable de tous les maux, les étrangers, dans les années 1860/1870, étaient souvent bien accueillis par les Parisiens et beaucoup d'entre eux ont activement participé à la Commune.

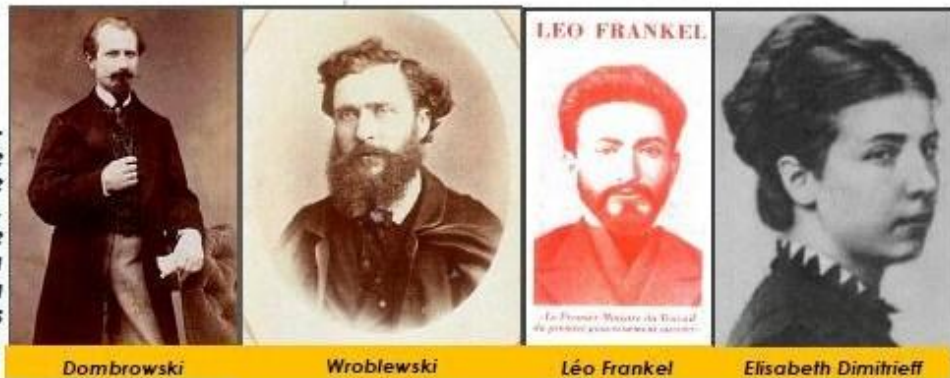
Ils étaient venus en France chassés de leur pays par la misère, victimes de régimes despotiques ou menacés parce que révolutionnaires. Ils étaient Belges, Luxembourgeois, Polonais, Italiens, Hongrois, Prussiens, Espagnols ...

Ils seront nombreux à se battre aux côtés des Communards, beaucoup seront blessés, tués sur les barricades ou fusillés, d'autres seront arrêtés, emprisonnés, jugés par les conseils de guerre.

Plusieurs de ces étrangers, citoyens à part entière, ont occupé des postes dirigeants :

- deux officiers polonais, Dombrowski et Wroblewski, ont commandé les deux principales armées de la Commune ;
- le Hongrois Léo Fränkel a fait fonction de ministre du travail de ce premier gouvernement ouvrier ;
- la Russe Elisabeth Dimitrieff dirigeait l'Union des femmes pour la défense de Paris ;
- l'Italien Garibaldi avait été élu général de la garde nationale. (Il avait refusé cet honneur, parce que souffrant).

La Commune s'était donc placée résolument dans une approche internationaliste et elle avait adopté comme emblème le drapeau rouge, drapeau de la fraternité uni-



verselle. C'est d'ailleurs en ce sens que, le 16 mai 1871, la colonne Vendôme, «un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la Fraternité» avait été abattue. Elle avait été construite avec le bronze des canons pris par Napoléon 1^{er}...

Si les étrangers, dans Paris, étaient partie prenante des actions de la Commune, le mouvement ouvrier international agissait et manifestait sa solidarité : à Londres, un meeting, le 16 avril 1871, rassemblait près de 40 000 personnes. En Belgique, le journal «La Liberté de Bruxelles» s'émerveillait de «ce Paris, levant seul le drapeau rouge à la face de l'univers». A Berlin, le 26 mars 1871, un meeting ouvrier saluait «la révolution sociale qui a lieu à Paris comme l'insurrection du peuple travailleur contre la bourgeoisie en décomposition...» et attendait «la victoire de cette révolution, l'insurrection de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et de la paix en Europe».

Les Communards combattaient « pour la liberté politique de l'Europe et l'affranchissement du prolétariat universel ». Les révolutionnaires étrangers en étaient convaincus : « le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ». Leur Europe était celle des peuples, représentés par des hommes et des femmes «accomplissant un devoir», et non par une Commission non élue aux ordres des marchés financiers.

La classe ouvrière parisienne s'était lancée «à l'assaut du ciel» le 18 mars 1871. Les dernières barricades tombaient le 28 mai.

« Tout ça n'empêche pas, Nicolas, qu'à la Commune n'est pas morte »...

la cgt maubeuge appelle les salariés, les démocrates, à se rassembler pour s'opposer au racisme, à la xénophobie, terreau du fascisme



Le 1^{er} mai 2011

Solidarité internationale et progrès social

Le 1^{er} mai, journée de solidarité internationale du monde du travail, prend un relief particulier dans un monde marqué par des évolutions majeures.

Les organisations Cfdt - CGT - FSU - Solidaires - UNSA expriment leur soutien aux peuples des pays arabes qui se soulèvent pour la dignité et la liberté. Partout dans le monde, cette onde de choc salutaire bouscule les dictatures et porte un message d'espoir de liberté, de démocratie et de progrès social.

Elles font aussi du 1^{er} mai une journée de solidarité européenne en dénonçant les politiques d'austérité imposées par les Etats membres de l'Union et les Institutions européennes pour « assainir » les dépenses publiques. Les salarié(e)s ne doivent pas payer le coût d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

En France, le 1^{er} mai 2011 se déroule dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et mine la cohésion sociale, un contexte de tension sociale toujours forte liée aux préoccupations des salariés en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail qui se sont exprimées fortement dans les mobilisations de 2009 et 2010 face à la crise et à la réforme des retraites.

Partout participons aux manifestations unitaires pour :

- donner la priorité à l'emploi par des politiques économiques et sociales prenant appui sur une

réelle politique industrielle qui réponde aux impératifs écologiques et des services publics de qualité, favorisant la réduction des inégalités. Prioriser des mesures en faveur des jeunes. Mettre fin au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ;

- améliorer les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, permettre à chacun de vivre dans la dignité en garantissant le droit pour toutes et tous à une protection sociale solidaire et de haut niveau tout au long de la vie ; Faire reculer les inégalités entre les femmes et les hommes ;
- améliorer les conditions de travail et faire reconnaître la pénibilité ;
- lutter pour l'égalité des droits et contre toutes les discriminations, notamment concernant tous les travailleurs migrants.

L'exigence d'une vie meilleure faite de justice sociale, du respect des droits fondamentaux, d'un travail décent, reconnu et valorisé doit se faire entendre.

Mobilisons-nous pour le « vivre ensemble », la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social. C'est de cette façon que reculeront l'exclusion, le racisme, le rejet de l'autre.

Nos organisations appellent tous les salariés, les chômeurs et les retraités à participer aux manifestations unitaires organisées dans toute la France.